

N° 185 - Décembre 2022 - bulletin trimestriel

#### Sommaire

page 1 Edito: Levée des dettes du Sud: un début de solution à la

crise climatique

pages 2-3 Projet: Guatemala: Au Petén, les communautés sous pression

pages 4 Analyse: «La solidarité est plus puissante que les ouragans»

Rencontre: Sages-femmes latinoaméricaines de passage en Suisse

page 5 Témoignage: Que signifie la santé pour vous? «Una lucha» page 6 En bref Marché de Noël solidaire

Dr Roger Fischer et la Fondation Clair-Vivre

30 ans de solidarité avec Cuba

#### Edito

# Engagée pour la santé!

#### Qui sommes-nous?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêtnam.

**Objectifs** - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

# Levée des dettes du Sud: un début de solution à la crise climatique

La COP27, sommet annuel des États pour lutter contre le désastre écologique qui est en marche, a eu lieu au mois de novembre. Si ces réunions semblent se suivre et se ressembler, la COP27 a eu tout de même de quoi faire dresser l'oreille, en particulier celle de notre petite association qui défend la justice sanitaire par le biais d'une véritable solidarité internationale. En effet, cette réunion des dirigeant·es du monde a choisi d'aborder la question des compensations financières pour les dommages subis par les pays du Sud.

Parce que c'est un fait indéniable: la catastrophe écologique affecte avant tout les pays du Sud, mais les principaux responsables historiques des émissions de gaz à effet de serre et du pillage des ressources naturelles sont les gouvernements, les entreprises et les ressortissant es des pays du Nord. Le projet soutenu par la CSSR en Equateur, pour l'accès aux soins des victimes de l'extraction pétrolière, en est une parfaite illustration.

Alors, quoi faire pour réparer cette «dette climatique» contractée par le Nord envers le Sud? L'idée discutée à la COP27 est celle d'une aide monétaire du Nord. Une proposition louable, mais qui nous paraît peu réaliste, à nous qui œuvrons dans le domaine de l'aide internationale. D'abord, parce que les aides du Nord n'ont jamais été accordées

que du bout des lèvres. Depuis 1970, l'ONU recommande aux «États riches» de dépenser 0.7% de leur budget annuel pour la Coopération internationale. En Suisse comme à Genève, ce piètre effort n'a jamais été atteint: à Genève, c'est 0.2% du budget 2021 qui y a été consacré.

En 2009, la COP15 demandait une aide annuelle de 100 milliards pour les pays du Sud, une évaluation bien en-deçà des besoins réels (il faudrait plutôt 2'000 milliards de dollars par an pour financer les actions climatiques du Sud). Et ce montant n'a jamais été atteint! Tandis que les subventions aux énergies fossiles représentent plus de 400 milliards par an...

Ensuite, ne nous laissons pas leurrer par le terme d'«aide». Diverses organisations soulignent déjà que cette aide est composée en grande partie de prêts plutôt que de dons. On va donc endetter davantage des pays déjà étranglés par des dettes illégitimes? Une situation qui profiterait largement aux États du Nord, comme une sorte de prolongement de la dépendance coloniale. Exigeons plutôt l'abolition de toutes les dettes des pays du Sud comme premier pas pour rompre avec notre modèle de société étouffant, pour les pauvres comme pour le climat!

Aude Martenot, secrétaire générale

# Guatemala: Au Petén, les communautés sous pression

En septembre, Béatrice Junod, infirmière et membre de la CSSR, s'est rendue au Guatemala pour visiter les projets soutenus dans les départements du Petén et de Quetzaltenango. Nous avons recueilli son récit, qui fera l'objet d'un article en deux parties.

# Béatrice Junod, propos recueillis par Alicia Pary

Béatrice a conduit des entretiens avec l'équipe du projet, les responsables de l'ACCODIL (Association des communautés rurales pour le développement intégral de la municipalité de La Libertad, Petén), ainsi que les acteur·rices et bénéficiaires du projet: patient·es du centre de santé, promoteur·rices, leaders communautaires.

Au niveau de l'axe santé, le projet se déroule bien. Les patient es sont satisfait es des soins donnés à la Maison de santé et dans les communautés. Béatrice a rencontré deux patient es à la consultation du samedi. Lauro Esquibel Lopez, 68 ans, vit à Naranjo.

Depuis qu'il est suivi pour son diabète, il n'a plus dû être hospitalisé. C'est une grande aide d'avoir cette Maison de santé, car l'insuline coûte 400 quetzals en pharmacie et avec la pharmacie communautaire, il paie seulement 80 quetzals. L'autre patiente, Teresa de Jesus Perez, 41 ans, vit dans la communauté de Santa Marta, dans la zone protégée de la Laguna del Tigre, à 15 minutes de la Maison de santé. Elle s'y rend tous les mois pour des contrôles et trouve que le personnel est aimable, elle s'y sent en sécurité.

Béatrice a remarqué qu'aucun·e des deux n'a eu accès aux dépliants

de santé réalisés par l'équipe du projet sur divers sujets comme le diabète ou l'automédication. Ils sont généralement distribués dans les communautés à des fins de prévention, car il n'y a pas de consultation sur place. Il a donc été décidé de déposer également des dépliants à la Maison de santé, afin que ses usager·ères puissent aussi en profiter.

Toujours dans le domaine de la prévention, les promoteur rices ont mis en place des informations sur la santé sexuelle, la planification familiale et la prévention des grossesses précoces dans trois communautés, mais ces informations ne sont pas très suivies



Un promoteur en consultation à la Maison de santé, août 2022 © Heidi Blaser

pour le moment, souvent pour des questions religieuses.

Au niveau du plaidoyer, la situation est moins positive. Le dialogue semble bloqué entre le CONAP (Conseil national des zones protégées), chargée de la gestion des zones protégées, et Nueva Jerusalem II. Cet incident a créé un grand choc: des trous de 1-2 mètres de profondeur sur toute la largeur de la route ont rendu impossible de passer ni à moto ni en voiture. Pourquoi? En 2021, l'armée et le CONAP ont interdit aux deux communautés de refaire afin d'obtenir une injonction de protection face au gouvernement. Le 26 août, environ 40 personnes sont allées dans la capitale pour une conférence de presse devant le palais présidentiel, afin de dénoncer la situation des deux communautés.



Béatrice Junod et l'équipe du projet, août 2022 © Heidi Blaser

les communautés et l'ACCODIL. Le gouvernement actuel est perçu comme étant très corrompu. En août 2022, une nouvelle loi sur la sécurité a été votée, autorisant la police à tirer lors des manifestations. Actuellement, le gouvernement discute d'une loi qui supprimerait certaines instances, comme le CONAP, afin de permettre à des entreprises d'exploiter la région sans faire d'étude d'impact environnemental.

Un fait récent illustre bien l'iniquité, la violence et la peur ressenties dans les communautés: le 17 août, plus de 80 unités de police, de l'armée et du CONAP ont dynamité les deux chemins qui mènent aux communautés de la Revancha et la le chemin, en très mauvais état. Or, les communautés ayant besoin de cet accès pour se rendre dans les marchés, elles ont réalisé des travaux d'entretien, et deux leaders communautaires ont même été dénoncés pour "non-respect des règles".

La situation légale a été résolue positivement grâce à Juan Castro, l'avocat engagé par le projet, ainsi qu'un cabinet spécialiste en droits humains. Cependant, ces derniers estiment que la situation de ces communautés reste incertaine et que l'armée et la police peuvent se manifester à tout moment. Ils pensent faire appel à la Commission interaméricaine des droits de l'homme

Malgré tout cela, les leaders des communautés forment un groupe uni. Il existe une entraide et un objectif commun fort: faire le possible pour pouvoir rester et rechercher le dialogue avec le gouvernement malgré les difficultés. Pas facile de motiver la population à s'unir dans cette situation. Certaines personnes ont exprimé leur crainte que l'armée revienne et qu'elle fasse des morts, plusieurs ont manifesté leur volonté de partir... Néanmoins, parfois la lutte paie, rappelle Audilio Beleta, leader de la communauté Rancho Sucely. En 2019, grâce à leurs efforts, les communautés avaient obtenu la levée des restrictions d'importation de matériel.

# «La solidarité est plus puissante que les ouragans» Fidel Castro Ruz

La Plateforme pour une santé solidaire, dont la CSSR fait partie, appelle à participer à la campagne #CubaPorLaVida, suite aux conséquences tragiques de l'ouragan Ian, lequel a dévasté la région occidentale de l'île et causé de gros dégâts dans les structures énergétiques. Bien que les Cubain-es aient l'habitude des déchaînements de la nature et que les autorités sanitaires soient bien préparées, cette catastrophe a particulièrement touché le pays, en raison de la situation dramatique qu'il vit depuis quelques années.

En effet, les sanctions imposées unilatéralement à Cuba depuis 60 ans se sont drastiquement intensifiées. En 2019, les Etats-Unis ont inclus de manière arbitraire et frauduleuse l'île sur la liste des États présumés sponsors du terrorisme; cette décision a eu comme conséquence principale la quasi-impossibilité de réaliser des transactions bancaires (quelles qu'elles soient, dans n'importe quelle devise) vers l'île ou ayant la simple mention de Cuba. Le pays doit donc chercher des partenaires commerciaux plus lointains et payer jusqu'au double du prix toute marchandise sur le marché international. La situation s'est détériorée pendant la pandémie, avec la fermeture des frontières qui a coupé le pays de l'apport vital des devises du tourisme.

D'après des chiffres officiels, les dommages cumulés pendant les six décennies d'application de la politique du blocus s'élèvent à 154'217 millions d'US dollars! Ce blocus touche tous les aspects de la vie: de l'acquisition de pétrole et médicaments, à la fabrication de papier toilette. Par exemple, Cuba ne peut pas accéder aux technologies d'origine américaine ou ayant plus de 10% de composants américains. Vous imaginez l'impact de cette mesure sur le système de santé ou pour les communications? D'ailleurs, l'Assemblée générale de l'ONU vote quasiment à

l'unanimité, depuis 30 ans, contre cette politique anachronique, cruelle et injuste.

Malgré tout, Cuba a réussi à avoir des indicateurs démographiques et de santé aussi bons, voir meilleurs, que ceux des pays les plus riches. En effet, l'île a beaucoup investi dans les systèmes éducatifs et de santé, universels et gratuits; pour les Cubain·es, bien évidemment, mais aussi pour celles et ceux d'autres pays qui en ont besoin et qui en font la demande. Ils ont même réussi à contrôler la pandémie et à développer leurs propres vaccins COVID!

Dans le contexte mondial de crises – ouragan, COVID, inflation,... – la situation de Cuba reste critique, ils·elles ont besoin d'aide. C'est là que la phrase de Fidel Castro prend tout son sens. Vous avez été nombreux·ses à répondre à notre appel: plus de 30'000 CHF ont été récoltés jusqu'à présent dans le cadre de la campagne! Nous espérons que ce message continuera à faire son chemin pour récolter encore plus, car Cuba a besoin de toute notre solidarité. La campagne reste ouverte, à vous de la faire vivre!

Luisa Sanchez

# Sages-femmes latinoaméricaines de passage en Suisse

En octobre, deux sages-femmes latinoaméricaines, Miriam Verges et Miriam Olaizola, ont visité les quelques Maisons de naissance de Suisse qui ont bien voulu les accueillir. Ces deux professionnelles expérimentées travaillent dans les structures publiques et privées de leur pays respectif: Uruguay et Argentine. En Suisse, elles ont pu admirer les installations et l'organisation des Maisons de naissance et remarquer que les situations administratives, les localisations et les protocoles peuvent différer d'un lieu à l'autre. Et que l'ouverture et la disponibilité pour recevoir des sages-femmes d'ailleurs n'est pas infinie...

Nous connaissons bien la sage-femme uruguayenne, puisqu'elle a été la référente d'un des projets de la CSSR qui s'est déroulé entre 2013 et 2015. Celui-ci visait à rendre la Maternité publique de Rocha plus accueillante et respectueuse des parturientes. Dans le bulletin n°170 de mars 2019, nous rapportions avec satisfaction que l'expérience de Rocha avait été multipliée (sans notre aide!) dans divers hôpitaux du pays.

Mais c'est dans toute l'Amérique latine que se profile un mouvement pour «humaniser» l'accouchement ou, en d'autres termes, pour lutter contre les violences obstétricales. Car, oui, en Amérique latine en général, les salles d'accouchement sont souvent le théâtre de tristes événements. Aussi, depuis plusieurs années, des sages-femmes uruguayennes, argentines et péruviennes communiquent régulièrement par internet pour partager leurs préoccupations, échanger leurs idées et partager leurs connaissances afin d'améliorer la prise en charge de l'accouchement dans leur pays.

L'idée d'un réseau latinoaméricain est en train de germer dans la tête de nos deux sages-femmes. Lorsque l'association sera formalisée, un travail de formation inter-latinoaméricaine va pouvoir commencer et fera peut-être l'objet d'une demande auprès de la CSSR. Si ce futur projet porte autant de fruits que celui que nous avons mené en 2013 avec la Maternité de Rocha, alors: bienvenue aux nouvelles propositions!

Viviane Luisier

# Que signifie la santé pour vous? «Una lucha»

Par Olivia Albertoni

«Una lucha» (une lutte): voici le mot utilisé pour définir la santé en Amazonie équatorienne, où l'idéal de bonne santé se réduit à vivre sans contamination. En mars 2022, j'ai eu l'occasion d'accompagner la CSSR dans sa visite de terrain liée au projet qu'elle mène avec deux associations partenaires en Equateur. Puis, durant quatre mois supplémentaires, je me suis intéressée à comprendre la problématique socio-environnementale que génère l'économie pétrolière dans le pays. Les membres du projet de santé communautaire en Amazonie équatorienne m'ont chaleureusement accueillie.

La UDAPT (Union des personnes affectées par l'extraction pétrolière



Un brûleur à gaz projetant des fumées nocives à côté d'une zone d'habitations, mars 2022 © Olivia Albertoni

de Texaco) et la Clínica Ambiental travaillent au renforcement des réseaux communautaires dans les régions d'Orellana et Sucumbios, principalement touchées par l'exploitation pétrolière. Depuis 2017, le projet vise à former des thérapeutes dans chaque centre urbain, communautés rurales ou



Visite de thérapeute à une patiente, juin 2022 © Olivia Albertoni

autochtones pour recréer un tissu social dans cette région ravagée par la pollution et la pauvreté. Les thérapeutes ont la mission de visiter régulièrement les populations et d'identifier les victimes de cancer dû à la contamination pétrolière.

Une dizaine de thérapeutes m'ont accueillie et emmenée dans leur quotidien. J'ai pu ainsi sillonner les régions et rencontrer des patient·es qui se sont ouvert·es à moi en partageant leur détresse et leur lutte quotidienne. On m'a expliqué que l'injustice est à la fois environnementale, par la contamination pétrolière de l'air, de l'eau et des sols et à la fois socio-politique. En effet, le système de santé est largement inadapté. L'Amazonie équatorienne ne compte aucun centre hospitalier dit «tertiaire», c'est-à-dire d'hôpitaux qui permettent de prendre en charge des soins oncologiques ou d'autres spécialisations.

Cet état de fait va à l'encontre de la Constitution équatorienne de 2008 qui s'engage à rendre la santé accessible à toutes et à tous et qui par ailleurs entend protéger les droits de la nature. Ces deux principes fondamentaux devraient donner droit à une certaine somme de compensation aux habitant·es de l'Amazonie, en contrepartie de chaque baril extrait. Pour l'instant, la mise en vigueur de ces lois reste très floue, malgré les mobilisations politiques que mène, entre autres, l'avocat militant Pablo Fajardo au sein de la UDAPT.

Le peuple équatorien se retrouve ainsi démuni face à un corps politique opaque et aux profits juteux de l'extractivisme. Le soutien technique, juridique, psychologique et administratif apporté par le projet de la CSSR vise à rendre sa dignité à la population amazonienne. Une vie digne pour toutes et tous, voilà le cœur de la lutte pour la santé! Par des témoignages qui traduisent concrètement la réalité du terrain et dénoncent les injustices subies par la population, je prépare une étude qui représentera mon travail de master en géographie du développement.

#### Marché de Noël solidaire

Nous vous rappelons la tenue du Marché de Noël solidaire du 15 au 17 décembre 2022 à Pôle Sud (Lausanne). Venez nombreux·ses!



# Dr Roger Fischer (1902-1974), membre de la CSS, toujours vivant!

Ce médecin bien connu des milieux populaires dès les années 30 a été membre de la CSS. Il est à l'origine du Centre de transfusion de l'HUG, «l'hémocentrale», comme on l'appelait à l'époque. L'une des premières actions de la CSS en soutien à l'Espagne républicaine, c'est justement une aide dans le domaine de la transfusion. Le 9 novembre 1932, lors de la fusillade de l'armée contre la manifestation antifasciste qui fait 13 morts et de nombreux blessés, il est de ceux qui soignent les victimes. En 1942, il achète un terrain sur lequel il fait bâtir une petite maison, à la lisière des bois de Jussy. Ce sont les parents des enfants des Pâquis qui participent à la construction. On appellera cette bâtisse le «préventorium», puisqu'elle

est destinée à protéger des maladies les enfants qui vivent en ville dans des quartiers insalubres, bref: elle est destinée à faire éviter le sanatorium! Au fil du temps, la maison sera utilisée à d'autres fins, mais peu à peu elle se détériore.

La Fondation Clair-Vivre reprend alors cette maison et des élu·es de Jussy trouvent les fonds pour détruire ce qui en reste et construire de nouvelles bâtisses. Les lieux devraient rester fidèles à leur vocation d'origine. Pour le moment, ils seront occupés parfois par l'Hospice général, la Ville de Genève, la Fondation pour l'accueil socioculturel, etc. Ils pourront aussi être loués par des privés. Et, bien sûr... par la Centrale Sanitaire Suisse Romande!

### 30 ans de solidarité avec Cuba

Pour marquer ses 30 années de travail solidaire avec Cuba et son système de santé, mediCuba-Suisse organise une avant-première privée et exclusive du dernier film de Frédéric Hausammann: «Salud! A la santé de Cuba», le 6 décembre 2022 à 20h30 au Cinéma Bio, de Carouge. Gratuit sur inscription: romandie@medicuba.ch

Le système de santé cubain, issu de la révolution de 1959, a tellement impressionné un groupe de médecins suisses, qu'ils ont créé une structure d'aide, mediCuba-Suisse, pour participer à sa pérennisation ; avec, notamment, le soutien de la Confédération. Comment un pays pauvre et sous embargo peut-il afficher de tels succès en matière de santé publique, et même envoyer des médecins à l'étranger ? Une plongée inédite dans le système de santé cubain.





Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél: +41 22 329 59 37 – info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

**Edition**: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction**: Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires Parution: 4 numéros par an Abonnement de soutien: 20 CHF par an